



Communiqué de presse de l'Alliance contre l'initiative sur l'alimentation du 17 décembre 2025

Le Conseil national rejette le diktat vegan

Le Conseil national a débattu de l'initiative sur l'alimentation contre-productive et déconnectée de la réalité. Il la rejette sans contre-projet. L'Alliance contre l'initiative se félicite de cette décision. Pour atteindre l'objectif visé d'un taux d'auto-approvisionnement net de 70 %, la Confédération devrait instaurer un diktat vegan de grande portée.

La Chambre basse a examiné l'initiative sur l'alimentation déposée il y a un peu plus d'un an. Les membres du Conseil national ont raison de la rejeter sans contre-projet. L'exigence de l'initiative d'un taux d'auto-approvisionnement net de 70 %, déconnectée de la réalité, ne pourrait être remplie que par une ingérence massive dans le comportement de consommation de la population. Cette dernière devrait alors surtout se passer d'aliments d'origine animale et donc privilégier une alimentation végétalienne. La Confédération devrait donc édicter des prescriptions alimentaires et ainsi mettre en place un diktat vegan de grande portée, avec une offre prédéfinie dans la production, la transformation, le commerce et la restauration.

L'alimentation exclusivement végétale ne correspond pas aux comportements alimentaires actuels et n'est pas non plus judicieuse dans l'optique d'une agriculture adaptée au site et de cycles fermés des éléments fertilisants. Les nombreuses surfaces herbagères que compte la Suisse ne servent à l'alimentation humaine que par le biais de l'élevage. Le fumier et le lisier sont en outre des engrais nécessaires à la culture des végétaux et à la fertilité des sols. L'initiative sur l'alimentation comporte aussi de nouvelles exigences, notamment en ce qui concerne les semences. En cas d'acceptation, ces exigences réduiraient le potentiel de production des cultures végétales et renchériraient les denrées alimentaires indigènes. En conséquence, le tourisme d'achat se verrait renforcé et le secteur alimentaire suisse serait privé de parts de marché ainsi que de milliers d'emplois.

Il convient enfin de souligner que le secteur agricole et alimentaire est en pleine mutation et que de nombreuses mesures d'optimisation sont déjà en cours. L'initiative sur l'alimentation est donc non seulement contre-productive et irréaliste, mais aussi inutile.

Renseignements :

Martin Rufer, directeur de l'Union suisse des paysans, martin.rufer@sbv-usp.ch, tél. 078 803 45 54

*Michel Darbellay, directeur adjoint de l'Union suisse des paysans, michel.darbellay@sbv-usp.ch,
tél. 078 801 16 91*

Dagmar Jenni, directrice de SWISS RETAIL FEDERATION, daqmar.jenni@swiss-retail.ch, tél. 031 312 40 40

Beat Imhof, président de GastroSuisse, beat.imhof@gastrosuisse.ch, tél. 079 773 29 15

www.initiative-alimentation-non.ch